

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MAI 1913.

Projet de loi relatif à des aliénations d'immeubles domaniaux ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VAN LIMBURG STIRUM.

MESSIEURS,

Les articles du projet de loi soumis à la Commission spéciale n'ont donné lieu à aucune observation.

Quatre amendements ont été déposés par le Gouvernement. Ils sont ainsi conçus :

I.

Bruxelles, le 3 mai 1913.

*A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants,
à Bruxelles.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser, avec une note justificative et les pièces nécessaires pour l'examen par la Législature, deux amendements au projet

(1) Projet de loi, n° 196.

(2) La Commission était composée de MM. THEODOR, *président*, BORBOUX, DE JONGHE D'ARDOYE, HANMAN, MANSART, MONVILLE et VAN LIMBURG STIRUM.

de loi déposé le 19 mars dernier (*Doc. parl.*, n° 196) et relatif à des aliénations d'immeubles domaniaux.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

NOTE.

I.

Un arrêté royal du 9 décembre 1907 a décrété l'élargissement et le redressement du chemin n° 17 de la commune de Hoeylaert.

Sur une longueur d'environ 1 kilomètre, entre la station de Groenendael et l'extrémité de la prairie et des étangs dits « du Karrenberg », le travail nécessite l'emprise, sur la forêt de Soignes, d'une étroite bande de terrain contenant 41 ares 10 centiares. Cette emprise ne causera pas un tort appréciable à la forêt, attendu qu'il n'y croît que du taillis et quelques baliveaux sans aucun gros arbre.

Les talus du chemin, qui resteront la propriété de l'État, seront gazonnés et plantés par la commune, dans le but d'éviter des éboulements et de sauvegarder l'esthétique. D'autre part, l'amélioration de la chaussée et son raccordement par des pavages aux chemins forestiers faciliteront la vidange des coupes.

La rectification de la route rendra disponible une partie, contenant 1 are 62 centiares, de l'assiette actuelle du chemin; cette surface sera réunie à la forêt.

Un acte d'échange a été réalisé avec la commune le 11 janvier 1913, moyennant une soulte de 940 francs à verser au Trésor, y compris 340 francs pour la valeur des plantations.

II.

M. Schütz-Werner, négociant à Beho, possède, sur le territoire de Petithier, trois terrains contenant ensemble 8 hectares 5 ares touchant à la forêt domaniale dite « Gand Bois » et estimés 2,415 francs.

Il a offert de les céder à l'État en échange d'une parcelle de 1 hectare 36 ares 20 centiares à prendre, en face de sa maison, à la limite du bois dit « Hoffland ». Cette parcelle peut être détachée du massif principal; elle en est séparée par un chemin et forme une avancée dans les terres cultivées. Elle est estimée à 2,000 francs en fonds et superficie.

L'Administration a jugé qu'il était avantageux d'accepter la proposition, l'État recevant, pour le boisement, une contenance six fois plus grande que celle qu'il abandonne.

L'échange a d'ailleurs été réalisé sans soulte, en considération de la valeur de convenance que le terrain domanial présente pour M. Schütz.

AMENDEMENTS.

Ajouter à l'article premier du projet de loi deux paragraphes ainsi conçus :

10° L'acte du 11 janvier 1913 aux termes duquel l'État cède à la commune de Hoeylaert, pour l'élargissement du chemin n° 17, une bande de terrain de 11 ares 10 centiares à emprendre sur la forêt de Soignes, en échange d'une surface de 1 are 62 centiares à retrancher de l'assiette actuelle de la route, et moyennant une soulte de 940 francs à verser au Trésor.

11° L'acte du 17 avril 1913, par lequel l'État cède à M. Schütz, négociant à Beho, une parcelle de 1 hectare 36 ares 20 centiares à prendre dans le bois domanial dit « Hoffland » sur Beho, en échange de trois terrains contenant ensemble 8 hectares 5 ares situés à Petithier, et sans stipulation de soulte.

AMENDEMENTEN.

Aan artikel 1 van het wetsontwerp twee paragrafen toe te voegen, luidende als volgt :

10° De akte van 11 Januari 1913, naar luid waarvan de Staat, tot verbreding van den weg n° 17, aan de gemeente Hoeylaert eene strook grond afstaat, groot 11 aren 10 centiares, te nemen van het Soniënwood, in ruil tegen eene oppervlakte van 1 are 62 centiares af te nemen van den huidige grondslag der baan en mits eene toegift van 940 frank, in de Schatkist te storten.

11° De akte van 17 April 1913, waarbij de Staat aan den heer Schütz, handelaar te Beho, een perceel afstaat, groot 1 hectare 36 aren 20 centiares te nemen van het domeinwood genaamd « Hoffland » onder Beho, in ruil tegen drie terreinen gezamenlijk groot 8 hectaren 5 aren gelegen te Petithier, en dit zonder beding van toegift.

II.

Bruxelles, le 13 mai 1913.

*A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants,
à Bruxelles.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser, avec une note justificative et les pièces nécessaires pour l'examen par la Législature, un amendement au projet de loi déposé le 19 mars dernier (*Doc. parl.*, n° 196) et relatif à des aliénations d'immeubles domaniaux.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

NOTE.

La construction de la ligne de jonction des gares du Nord et du Midi, à Bruxelles, nécessitait des emprises dans un bloc d'immeubles bâtis appartenant à M. Charles Hauwaerts, situé rue des Tanneurs, rue de Terre-Neuve et rue du Miroir, composé d'un hôtel de maître, d'une brasserie et de sept maisons, d'une contenance globale de 40 ares 25 centiares.

L'acquisition entière a été jugée préférable à une adjudication partielle. Tout le bloc a été cédé à l'État moyennant le prix de 1,250,000 francs comprenant, outre la valeur vénale, les diverses indemnités dues en matière d'acquisition pour cause d'utilité publique : pertes commerciales, frais de remploi, intérêts d'attente.

La Province de Brabant doit se procurer un immeuble pour installer l'Institut des estropiés et l'École de boulangerie dont elle a récemment décidé la création. Elle a porté son choix sur la partie de l'ancienne propriété Hauwaerts, que le chemin de fer laisse disponible, comprenant l'hôtel de maître, avec bâtiments de brasserie, magasins, écurie et jardin, d'une surface de 23 ares 50 centiares.

L'entente s'est établie sur le prix de 396,000 francs, qui est en rapport avec la valeur, et la cession a été réalisée par un acte du 9 mai 1913.

AMENDEMENT.

Ajouter à l'article premier du projet de loi un paragraphe ainsi conçu :

12° L'acte du 9 mai 1913 portant cession à la Province de Brabant, moyennant le prix de 396,000 francs, d'une propriété située à Bruxelles, rue des Tanneurs, n° 41 et 43, contenant 23 ares 50 centiares.

AMENDEMENT.

Aan artikel 1 van het wetsontwerp eene paragraaf toe te voegen, luidende als volgt :

12° De akte van 9 Mei 1913, houdende afstand aan de Provincie Brabant, tegen den prijs van 396,000 frank, van een eigendom gelegen te Brussel, Huidevettersstraat, n° 41 en 43, groot 23 aren 50 centiares.

III.

Bruxelles, le 15 mai 1913.

*A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants,
à Bruxelles.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser, avec les pièces nécessaires pour l'examen par la Législature, un nouvel amendement au projet de loi déposé

le 19 mars dernier (*Doc. parl.*, n° 196) et relatif à des aliénations d'immeubles domaniaux.

Agréer, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,
M. LEVIE.

NOTE.

La commune de Mont-Saint-Amand a demandé la cession d'une partie, contenant 4 hectares 68 ares 35 centiares, des terrains devenus disponibles par suite du détournement de la ligne de chemin de fer de Gand-Waes à Destelbergen.

Il s'agit d'une bande de plus de 3,500 mètres de longueur, que la commune destine à la construction d'un boulevard, sauf à revendre les excédents.

La vente a été consentie moyennant le prix de 73,000 francs, qui est en rapport avec la valeur, et qui est stipulé payable en dix versements annuels avec les intérêts à 4 % depuis le 1^{er} avril dernier.

L'acte a été signé le 9 mai courant, sous réserve d'approbation par la Législature.

AMENDEMENT.

Ajouter à l'article premier du projet de loi un paragraphe ainsi conçu :

13° L'acte du 9 mai 1913, contenant vente à la commune de Mont-Saint-Amand, moyennant le prix de 73,000 francs, de 4 hectares 68 ares 35 centiares de terrains rendus disponibles par suite du détournement de la ligne de chemin de fer de Gand-Waes à Destelbergen.

AMENDEMENT.

Aan artikel 1 van het wetsontwerp eene paragraaf toe te voegen, luidende als volgt :

13° De akte van 9 Mei 1913, houdende verkoop aan de gemeente Sint-Amandsberg, tegen den prijs van 73,000 frank, van 4 hectaren 68 aren 35 centiaren terreinen beschikbaar gemaakt door de verlenging van de spoorlijn Gent-Waes naar Destelbergen.

*
* *

Le projet de loi, amendé comme ci-dessus, a été admis à l'unanimité.
En conséquence, la Commission vous propose son adoption.

Le Rapporteur,
LIMBURG.

Le Président,
THEODOR.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 MEI 1913.

Wetsontwerp betreffende vervreemdingen van onroerende domeingoederen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER VAN LIMBURG STIRUM.

MIJNE HEEREN,

De artikelen van het wetsontwerp, dat aan het onderzoek van de Bijzondere Commissie was onderworpen, gaven tot geene aanmerkingen aanleiding.

De Regeering diende vier amendementen in. Zij luiden als volgt :

I.

Brussel, den 3^e Mei 1913.

*Den heer Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel.*

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer u, te gelijk met eene rechtvaardigende nota en de noodige bewijsstukken voor het onderzoek door de Kamer, te doen geworden twee amendementen op het wetsontwerp, den 19^e Maart l.l. ingediend (*Stukken*

(1) Wetsontwerp, n^o 196.

(2) De Commissie bestond uit de heeren THEODOR, *voorzitter*, BORBOUX, DE JONGHE D'ARDOYE, HAMMAN, MANSART, MONVILLE en VAN LIMBURG STIRUM.

K. V. n^o 196) en betreffende vervreemdingen van onroerende domein-goederen.

Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting te aanvaarden.

De Minister van Financiën,
M. LEVIE.

NOTA.

I.

Bij koninklijk besluit van 9 December 1907 werd beslist den weg n^o 17, aan de gemeente Hoeylaert toebehoorende, te verbreed en recht te maken.

Op eene lengte van ongeveer 1 kilometer, tusschen de statie van Groenedaal en het uiteinde van de weide en van de vijvers genaamd « van den Karrenberg », moet er voor het uitvoeren van dit werk een smalle strook gronds van 11 aren 10 centiaren worden afgenomen van het Soniënbosch. Door deze grondafnemning wordt het bosch bijna niet geschonden, aangezien aldaar enkel hak- en steigerhout groeit en er niet één dikke boom is.

De glooiingen van den weg, die eigendom blijven van den Staat, zullen door de gemeente met gras bedekt en beplant worden, ten einde de grondverzakkingen te voorkomen en het natuurschoon te vrijwaren. Van een anderen kant, zullen, dank zij het verbeteren van den steenweg en zijne verbinding met de boschwegen door middel van bestratingswerk, de wegruiming van het gehakt hout gemakkelijker geschieden.

Door het rechtmaken van den weg komt eene oppervlakte van 1 are 62 centiaren, voortkomende van den huidige grondslag der baan, beschikbaar; deze oppervlakte zal bij het bosch worden gevoegd.

Eene akte van ruiling werd met de gemeente gesloten den 11ⁿ Januari 1913, mits een opleg van 940 frank te storten in de Schatkist, met inbegrip eener som van 340 frank wegens de waarde der beplantingen.

II.

De heer Schütz-Werner, handelaar te Beho, bezit op het grondgebied van Petithier, drie gronden, te zamen 8 hectaren 5 aren groot, palende aan het domeinwoud genaamd « Gaad Bois » en waarvan de waarde is geschat op 2,415 frank.

Hij stelt voor, ze aan den Staat af te staan in ruiling met een perceel van 1 hectaar 36 aren 20 centiaren, tegenover zijn huis, op de grens van het bosch genaamd « Hoffland ». Dit perceel kan van het bosch gescheiden worden; tusschen beide ligt een weg en het komt op het bebouwde land. Zijne waarde, wat kapitaal en oppervlakte betreft, wordt op 2,000 frank geschat.

Het Bestuur oordeelde, dat het voordelig was het voorstel te aanvaarden, daar de Staat ter bebossching eene oppervlakte ontvangt, welke zes maal grooter is dan die welke het afstaat.

Overigens, de ruiling geschiedde zonder opleg, ten aanzien van de passende waarde welke de domeingrond heeft voor den heer Schütz.

AMENDEMENTS.

Ajouter à l'article premier du projet de loi deux paragraphes ainsi conçus :

10° L'acte du 11 janvier 1913 aux termes duquel l'État cède à la commune de Hoeylaert, pour l'élargissement du chemin n° 17, une bande de terrain de 11 ares 10 centiares à emprendre sur la forêt de Soignes, en échange d'une surface de 1 are 62 centiares à retrancher de l'assiette actuelle de la route, et moyennant une soulte de 940 francs à verser au Trésor.

11° L'acte du 17 avril 1913, par lequel l'État cède à M. Schütz, négociant à Beho, une parcelle de 1 hectare 36 ares 20 centiares à prendre dans le bois domanial dit « Hoffland » sur Beho, en échange de trois terrains contenant ensemble 8 hectares 5 ares situés à Petithier, et sans stipulation de soulte.

AMENDEMENTEN.

Aan artikel 1 van het wetsontwerp twee paragrafen toe te voegen, luidende als volgt :

10° De akte van 11 Januari 1913, naar luid waarvan de Staat, tot verbreding van den weg n° 17, aan de gemeente Hoeylaert eene strook grond afstaat, groot 11 aren 10 centiares, te nemen van het Soniënwood, in ruil tegen eene oppervlakte van 1 are 62 centiares af te nemen van den huidige grondslag der baan en mits eene toegift van 940 frank, in de Schatkist te storten.

11° De akte van 17 April 1913, waarbij de Staat aan den heer Schütz, handelaar te Beho, een perceel afstaat, groot 1 hectare 36 aren 20 centiares te nemen van het domeinwood genaamd « Hoffland » onder Beho, in ruil tegen drie terreinen gezamenlijk groot 8 hectaren 5 aren gelegen te Petithier, en dit zonder beding van toegift.

II.

Brussel, den 13ⁿ Mei 1913.

*Den heer Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel.*

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer u, te gelijk met eene rechtvaardigende nota en de noodige bewijsstukken voor het onderzoek door de Kamer, te doen geworden een amendement op het wetsontwerp, den 19ⁿ Maart l.l. ingediend (*Stukken K.V.* n° 196) en betreffende vervreemdingen van onroerende domeingoederen.

Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting te aanvaarden.

*De Minister van Financiën,
M. LEVIE.*

NOTA.

Voor het aanleggen van de verbindingsslijn tussehen de Noord- en de Zuidstatie, te Brussel, moest men gedeelten innemen van een blok huizen toebehoorende aan den heer Karel Hauwaerts, gelegen in de Huidevettersstraat en in de Spiegelstraat, en bestaande uit een heerenhuis, eene brouwerij en zeven huizen, te zamen groot 40 aren 25 centiares.

In plaats van eene afzonderlijke aanbesteding achtte men den aankoop van den geheelen blok voordeliger. Deze werd aan den Staat afgestaan, tegen den prijs van 1,250,000 frank, begrijpende, buiten de verkoopwaarde, de verschillende vergoedingen die men in zake van aankoop om reden van algemeen belang verschuldigd is : commercieele verliezen, kosten van wederbelegging, voorloopige interesten.

De provincie Brabant moet zich een gebouw aanschaffen om er het Instituut voor vermincken en de Bakkerijschool, tot welker stichting zij onlangs heeft besloten in te richten. Hare keus viel op het gedeelte van den gewezen eigendom Hauwaerts, dat de spoorlijn onaangeroerd laat en bestaande uit het heerenhuis met brouwerij, magazijnen, stallingen en hof, te zamen 23 aren 50 centiares groot.

Men kwam overeen voor den prijs van 396,000 frank, die met de waarde overeenkomt, en de akte van afstand werd den 9^{en} Mei 1913 onderteekend.

AMENDEMENT.

—

Ajouter à l'article premier du projet de loi un paragraphe ainsi conçu :

12^e L'acte du 9 mai 1913 portant cession à la Province de Brabant, moyennant le prix de 396.000 francs, d'une propriété située à Bruxelles, rue des Tanneurs, n^{os} 41 et 43, contenant 23 ares 50 centiares.

AMENDEMENT.

—

Aan artikel 1 van het wetsontwerp eene paragraaf toe te voegen, luidende als volgt :

12^e De akte van 9 Mei 1913, houdende afstand aan de Provincie Brabant, tegen den prijs van 396,000 frank, van een eigendom gelegen te Brussel, Huidevettersstraat, n^{os} 41 en 43, groot 23 aren 50 centiares.

III.

Brussel, den 15^{en} Mei 1913.

*Den heer Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel.*

MUNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer u, te gelijk met eene rechtvaardigende nota en de noodige bewijsstukken voor het onderzoek door de Kamer, te doen geworden een nieuw amendement op het ontwerp van wet, den 19^{en} Maart l.l. (*Stukken K.V.*

n^o 196) ingediend en betreffende vervreemdingen van onroerende domein-goederen.

Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting te aanvaarden.

De Minister van Financiën,
M. LEVIE.

NOTA.

De gemeente Sint-Amandsberg vroeg dat men haar, van de gronden beschikbaar geworden ten gevolge van het verleggen der spoorlijn Gent-Waas naar Destelbergen, zou afstaan een gedeelte van 4 hectaren 68 aren 35 centiaren oppervlakte.

Het betreft eene strook, meer dan 3,500 meter lang, welke door de gemeente werd bestemd voor het aanleggen van een boulevard, met het inzicht de overblijvende gronden te verkoopen.

De verkoop werd toegestaan tegen den prijs van 73,000 frank, welke met de waarde overeenstemt en die, naar het werd bepaald, betaalbaar is in tien jaarlijksche stortingen met de interesten aan 4 t. h. met ingang van 1 April l.l.

De akte werd den 9ⁿ Mei l.l. onderteekeud, onder voorbehoud van goedkeuring door de Kamers.

AMENDEMENT.

Ajouter à l'article premier du projet de loi un paragraphe ainsi conçu :

13^o L'acte du 9 mai 1913, contenant vente à la commune de Mont-Saint-Amand, moyennant le prix de 73,000 francs, de 4 hectares 68 ares 35 centiars de terrains rendus disponibles par suite du détournement de la ligne de chemin de fer de Gand-Waes à Destelbergen.

AMENDEMENT.

Aan artikel 1 van het wetsontwerp eene paragraaf toe te voegen, luidende als volgt :

13^o De akte van 9 Mei 1913, houdende verkoop aan de gemeente Sint-Amandsberg, tegen den prijs van 73,000 frank, van 4 hectaren 68 aren 35 centiaren terreinen beschikbaar gemaakt door de verlenging van de spoorlijn Gent-Waes naar Destelbergen.

*
* *

Het aldus gewijzigd ontwerp werd eenparig goedgekeurd.

Uwe Commissie stelt u dus voor, het op uwe beurt goed te keuren.

De Verslaggever,
LIMBURG.

De Voorzitter,
THEODOR.